

# Une Eglise risque son avenir

## L'assemblée diocésaine 2000

par Pierre EMONET, Genève

*«Allons de l'avant dans l'espérance ! Un nouveau millénaire s'ouvre devant l'Eglise comme un vaste océan dans lequel s'aventurer, comptant sur le soutien du Christ.» Anticipant cette exhortation de Jean Paul II à la fin de l'année jubilaire, l'Eglise de Lausanne, Genève, Fribourg et Neuchâtel s'était engagée, dès 1997, dans un grand travail de discernement : trois années de réflexion, de dialogue, de prière pour identifier les chemins sur lesquels elle allait désormais s'engager. Aujourd'hui, les résultats des travaux de l'Assemblée diocésaine (AD 2000) sont disponibles.<sup>1</sup> Neufs documents où les constats, les analyses et des orientations abordent avec courage l'avenir.*

**S**i une partie de ses conclusions rejoignent celles du synode 72, l'assemblée diocésaine n'a pas été une simple réédition du synode. A l'époque, portés par la vague enthousiaste du concile Vatican II, les catholiques étaient prêts à parcourir le monde une fleur à la main et des chants de victoire aux lèvres. L'ouverture, le dialogue, l'aventure œcuménique, l'attention sympathique portée à la culture contemporaine avaient réconcilié l'Eglise avec la modernité. Aujourd'hui, un raidissement identitaire et les mesures centralisatrices de la curie qui tentent de ramener l'Eglise en amont du concile alourdissent le climat jusque dans nos diocèses. L'air du temps n'est plus aux grands projets généreux et idéalistes, l'Eglise traverse une zone de turbulences. L'inertie des fidèles déçus et la raréfaction d'un clergé toujours plus âgé sont une véritable épreuve. Les prophètes de malheur n'ont pas manqué d'annoncer l'échec, ni les apôtres frileux, effrayés par la route à prendre, de semer des embûches.

Conscients de ces lourdeurs et de ces faiblesses, les délégués ont assumé leurs res-

ponsabilités avec courage et confiance. La prière, l'écoute de la Parole de Dieu, le dialogue et le souci de la vérité ont permis à la parole de circuler librement. Sans se laisser démobiliser par l'ingratitude de la tâche, forte de l'encouragement de Jean Paul II, l'assemblée diocésaine a fait preuve de maturité en jetant les filets. La pêche sera-t-elle miraculeuse ? L'avenir le dira. Pour l'instant, AD 2000 a redonné de l'élan à la pastorale diocésaine ; elle lui a surtout fixé un cadre en formulant des orientations destinées à aider l'évêque et les instances diocésaines dans leur ministère.

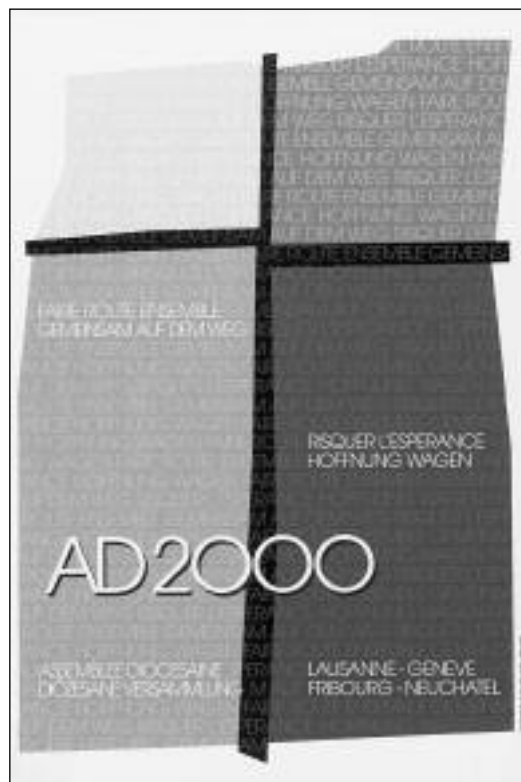
Neuf documents recueillent les fruits d'un long processus qui va des propositions faites par les groupes de dialogue et de recherche, jusqu'au vote final et à leur publication par l'évêque, en passant par les débats de l'assemblée et le travail des commissions. Leurs titres sont déjà un programme : *Vivre l'Eglise aujourd'hui ; Les pauvres et les exclus ; Pastorale des milieux de la santé ; Gestion des biens en Eglise ; Pour une Eglise qui persévère dans l'œcuménisme ; Les divorcés et divorcés*

*remariés dans l'Eglise ; Forces pastorales et ministères ; Formation des agents pastoraux ; Après AD 2000. Ainsi se dessine le visage idéal de l'Eglise diocésaine.*

## Réalisme, coresponsabilité

Il y a d'abord le souci de construire une Eglise dite « de proximité », aimante et aimable, attentive à la vie de chacun. A côté de la structure paroissiale, parfois lourde dans son fonctionnement, on assiste à la naissance de nombreuses communautés à taille humaine : communautés de base, groupes charismatiques, cercles bibliques, équipes de toutes sortes, mouvements de spiritualité ou d'engagement où des chrétiens se rassemblent pour partager leur foi et soutenir leur action. Un même besoin d'écouter la Parole, de prier, de débattre, d'assumer une responsabilité pastorale ou de participer au combat pour la justice les anime. L'Eglise diocésaine se reconnaît dans ces pratiquants d'un nouveau style, qui se prennent en mains sans tout attendre du prêtre. Ils lui permettent d'être plus proche du monde auquel la bonne nouvelle est destinée.

Dans ce monde, ce sont surtout les pauvres, les exclus, les victimes des structures d'injustice et de péché qui ont retenu l'attention de l'assemblée. Du coup, les débats ont été très concrets, pleins de réalisme, en profonde syntonie avec l'enseignement social de Jean Paul II. Ils ont renvoyé l'Eglise diocésaine aux origines, lorsque la première communauté chrétienne, confrontée à des situations analogues, avait institué un service (le diaconat) pour y faire face. Aujourd'hui, en provoquant l'Eglise, les exclus lui font retrouver l'urgence et le sens de ce ministère. Mieux qu'un bouche-trou au manque de prêtres, le diacre est au service des pauvres et des démunis ; le contact avec les personnes éloignées de la communauté est son affaire. Là, les femmes ont aussi leur place, comme ce fut le cas



dans les temps anciens. C'est pourquoi AD 2000 a souhaité que soit demandée à l'évêque de Rome la possibilité d'ordonner des femmes au diaconat.

L'annonce de la bonne nouvelle et l'animation des communautés chrétiennes ne peuvent plus reposer uniquement sur un seul homme : le clergé se raréfiant et vieillissant ne suffit plus à la tâche. Les circonstances sociologiques stimulent l'imagination et font redécouvrir la responsabilité de tout baptisé ; on parle désormais de coresponsabilité. Loin d'accaparer tout le ministère du Christ, le prêtre est au service d'une mission plus vaste, confiée à l'ensemble des disciples. En affirmant la priorité du baptême sur le sacrement de l'ordre, AD 2000 renoue avec l'ecclésiologie de Vatican II et en tire des conséquences pratiques. « C'est avec l'ensemble du peuple de Dieu - et en particulier les agents pastoraux

et les conseils - qu'il [le prêtre] est coresponsable... Il ne doit donc pas défaire de son propre chef une décision qui a été prise par le conseil pastoral en accord avec lui ou avec son prédécesseur.»<sup>2</sup>

Ces beaux propos tiendront leurs promesses dans la mesure où ils serviront de critères au moment de faire des nominations et où ils inspireront la formation des séminaristes. Le prêtre ne se prépare pas à exercer un pouvoir mais un service ; plus que le représentant d'une autorité supérieure, il est un pasteur qui porte le souci de la communion. Il lui revient d'éviter les fractures et de maintenir la cohésion de toutes les bonnes volontés. C'est pour cela qu'il préside l'eucharistie et donne les sacrements.

Si aujourd'hui les prêtres font défaut et que des communautés de plus en plus nombreuses risquent d'être amputées d'une part importante d'elles-mêmes, il faut avoir le courage d'explorer sans peur ni tabous la grande tradition des Eglises chrétiennes. C'est ce qu'a fait AD 2000 en demandant que des hommes mariés puissent être présentés à l'ordination et que les prêtres qui se sont mariés puissent réintégrer le ministère sacerdotal dans la mesure où des communautés le souhaitent. Une lecture trop superficielle de ce document a effrayé quelques candidats au sacerdoce qui, craignant pour le rôle du prêtre, se sont empressés d'alerter Rome. L'évêque a dû leur rappeler que l'assemblée ne prétendait pas élaborer une théologie du ministère. Elle voulait simplement attirer l'attention sur un dilemme pastoral : faut-il priver des communautés chrétiennes de l'eucharistie, et plus largement du ministère sacerdotal, au nom de dispositions purement disciplinaires et culturelles ?

L'engagement œcuménique a été un autre des points chauds de AD 2000. Au moment où une certaine désillusion guette les chrétiens, où les autorités des Eglises semblent multiplier les embûches sur le chemin de l'unité et remettre en cause les acquis du concile, il s'agit de ranimer le

courage pour «persévérer dans l'œcuménisme». Il serait illusoire d'opter pour une Eglise de proximité, fraternelle et proche de tous, docile à l'Esprit, qui s'engage pour la justice tout en restant retranché dans un ghetto confessionnel. L'Evangile n'enseigne-t-il pas que l'unité entre les disciples du Christ est la condition de leur crédibilité (Jn 17,20-26) ? Aussi l'œcuménisme n'est pas «une discipline à option, mais un état d'esprit et un engagement inéluctable pour notre Eglise.»

A une époque où des fidèles de plus en plus nombreux se détournent des Eglises chrétiennes pour aller quémander des expériences spirituelles auprès d'autres traditions religieuses, l'assemblée insiste sur l'importance de proposer «une spiritualité réfléchie, élaborée et vécue ensemble par les diverses confessions». Une expérience mystique commune est possible. Elle représente même une chance pour le dialogue œcuménique. Le bon pape Jean XXIII n'affirmait-il pas que les séparations entre les Eglises ne montent pas jusqu'au ciel ? Si la prière en commun, le pèlerinage, la lecture méditée de la Bible, la coordination de la catéchèse, les aumôneries communes d'universités, de prisons ou d'hôpitaux sont des acquis qui ne font guère problèmes, il n'en va pas de même pour l'hospitalité eucharistique. En s'abstenant de prendre des décisions, l'assemblée a choisi la solidarité avec l'Eglise universelle plutôt que l'apparente unité de pratiques plus ou moins bien acceptées.<sup>3</sup>

## Divorcés remariés

Un troisième point litigieux a été abordé avec courage et lucidité : la pastorale des divorcés remariés. Deux cas se présentent régulièrement : des personnes ayant un projet de couple chrétien demandent une célébration religieuse à l'occasion d'un remariage civil ; d'autre part, des divorcés remariés, qui mènent une vie chrétienne



*De g. à d. : l'abbé Jean-Marie Pasquier, Martin Bernet, Mgr Bernard Genoud, François Vallat, Daniel Brun.*

sincère, souhaitent avoir accès aux sacrements de la réconciliation et de l'eucharistie. Soucieuse de trouver des solutions pastorales à un problème récurrent, source de beaucoup de souffrances, l'assemblée a suggéré quelques pistes pour un chemin mitoyen entre rigorisme et laxisme.

Sans remettre en cause le caractère indissoluble du mariage, elle a repris à ses propres frais la demande du synode des évêques de 1980, qui souhaitait qu'on explore mieux la possibilité d'une pastorale de miséricorde en tenant compte de la pratique des Eglises orthodoxes. Il ne s'agit pas de reconnaître un second mariage sacramentel ni d'accorder une deuxième bénédiction nuptiale. Rien n'empêche cependant de prier avec les époux et de vivre avec eux un « temps de célébration » privée. Quant à l'accès des divorcés remariés aux sacrements, AD 2000 propose, avec de nombreux pasteurs, de prendre en compte

la situation concrète des personnes et de juger avec équité. Il ne s'agit pas d'octroyer une permission générale, mais de renvoyer pasteurs et fidèles concernés au fondement de toute démarche morale, le discernement spirituel et pastoral, qui aide les intéressés à prendre eux-mêmes une décision en leur âme et conscience.

### **Au sein de l'Eglise universelle**

Les propositions concernant l'œcuménisme, l'admission des divorcés remariés aux sacrements et un élargissement du ministère ordonné à des hommes mariés ou la réintégration des prêtres mariés ne sont certainement pas des propos isolés et marginaux. Ils reflètent les soucis et les vœux d'une grande partie des fidèles de ce diocèse. Les escamoter eût été ne pas prendre au sérieux un désir profond du peuple de Dieu et réduire

AD 2000 à une comédie. Plus largement encore, en les reprenant à son compte, l'assemblée n'a fait qu'exprimer tout haut ce que beaucoup d'évêques, de responsables pastoraux et de synodes diocésains de par le monde pensent, disent et font... sans oser toujours l'écrire. Soucieuse de fidélité, bien consciente qu'une communauté catholique n'est jamais autosuffisante, AD 2000 n'a pas oublié qu'un diocèse n'est l'Eglise du Christ que dans la mesure où il reste en communion avec une réalité plus vaste que lui-même, l'Eglise universelle. C'est ce que rappellent les notes ajoutées au dernier moment par l'évêque, à l'intention de quelques zélés gardiens du Temple, qui avaient cru percevoir dans les demandes de l'assemblée une opposition à l'enseignement et à la discipline de l'Eglise.

Les mises au point de l'évêque soulignent l'accord entre les décisions de l'assemblée et la position officielle de l'Eglise. En les publiant dans le plus grand respect des décisions de l'assemblée, l'évêque a répondu à une des demandes de AD 2000 le concernant : «Qu'il tienne ferme dans sa volonté de *parler vrai*, en exerçant sans peur sa mission prophétique, aussi bien face aux puissants de ce monde que dans le dialogue avec le successeur de Pierre et ses collaborateurs.»

On pourra toujours objecter que l'assemblée n'a pas fait œuvre législative. Elle n'était d'ailleurs pas habilitée pour cela. Les documents sont une chose et il est possible de discuter sur le bonheur de telle expression ou de critiquer une formulation. L'écrit a une certaine importance, certes, mais il est surtout le reflet d'une vie. L'expérience faite par l'assemblée et, à travers elle, par le diocèse est plus décisive que les textes eux-mêmes. Les trois années de débats et de discernement ont permis de prendre conscience d'un dynamisme qui a sa source dans la foi en Jésus-Christ, dans l'écoute de sa parole et dans le respect du monde auquel est destiné le message chrétien. Quoiqu'il en soit des

textes, il s'agit d'abord de respecter la réalité, à travers laquelle l'Esprit de Dieu se manifeste. Inexorablement, la vie va de l'avant et progresse. Les résolutions écrites ne sont là que pour lui ouvrir un espace sociologique et lui permettre d'irriguer concrètement le peuple de Dieu. En ce sens il convient de leur reconnaître le même caractère «contraignant» que la vie. Ni plus, ni moins.

**P. E.**

<sup>1</sup> *Actes d'AD 2000. Assemblée diocésaine* Lausanne, Genève, Fribourg, Neuchâtel 1997-2000, Evêché, Fribourg 2001.

<sup>2</sup> Document 7 : *Forces pastorales et ministères*, II, 6.

<sup>3</sup> La question est à l'étude auprès de la Conférence des évêques suisses et de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse.

## L'ATELIER ŒCUMÉNIQUE DE THÉOLOGIE

### A.O.T.

propose son 15<sup>e</sup> parcours de formation théologique ouvert à tous

## LE SILENCE DE DIEU VOUS PARLE-T-IL ?

**De septembre 2001 à juin 2003**

les lundis, au Centre St-Boniface, Genève

*Un entretien avec un(e) enseignant(e) est prévu avant l'inscription définitive.*

### Renseignements et inscription

A.O.T. 9, av. Sainte-Clotilde,  
1205 Genève ☎ 022 / 321 40 88  
www.aotge.ch e-mail : admini@aotge.ch